

Le combat pour la santé et les intérêts

des travailleur·euse·s continue !

Face à une nouvelle vague épidémique, Macron et ses troupes choisissent encore une réponse chaotique, autoritaire et certainement inefficace...

... Imposons d'autres choix !

L'extension rapide du pass sanitaire, décidée sans anticipation, par Macron s'est heurtée immédiatement à la réalité. L'explosion des délais de RDV est venu renforcer les inégalités d'accès à la vaccination qui recoupent les inégalités de classe ou les fractures géographiques. Ils ont déjà dû reculer sur les dates d'applications aux ados et salarié·es pour qui les délais étaient irréalistes. De fait le nombre de doses de vaccin n'est pas actuellement suffisant pour couvrir les besoins de toute la population !

Ce dispositif qui comporte de multiples « trous dans la raquette » (exemptions, contagiosité après un test ou même parfois chez les personnes vacciné·es...) ne sera **pas la solution miracle contre la flambée actuelle du très contagieux variant Delta** et ce n'est pas la mesure démagogique de lever les masques en intérieur qui va arranger ça... Plutôt que se cacher derrière la « faute à pas de chance », Macron devrait répondre de ses choix hasardeux à plus de 100 000 morts !

Plus fondamentalement, **nous contestons le choix de cet outil autoritaire et liberticide comme mode de gestion de l'épidémie.** Depuis des années, la France s'enfoncé déjà dans une société de flicage permanent et il faudrait maintenant constamment badger via un smartphone et subir des contrôles pour des activités du quotidien. C'est insupportable ! Nous dénonçons aussi le **dangereux mélange des genres** induit par le pass : ce n'est pas aux employeurs de contrôler le statut médical des salarié·es ni aux commerçant·es, employé·es ou agent·es publics celui des client·es et usager·ères !

Syndicalistes nous sommes également opposé·es à ce que le pass soit une nouvelle source de sanctions disciplinaires pour les employeurs. La suspension sans salaires introduite par le Sénat, n'empêchera pas de licencier (ce que confirme E. Borne dans les médias). Dans un contexte de montée des licenciements, de saccage des droits des chômeur·euses et de reculs sociaux, c'est inacceptable ! Tout les droits des soignant·es et autres travailleur·euses concerné·es, notamment ceux·celles ne pouvant pas être vacciné·es, doivent être garantis : *reclassements sans pertes de salaires...* Nous **assumerons notre rôle d'outil de défense collective et individuelle des travailleur·euses** par l'action de terrain comme juridique.

Pour une gestion sanitaire non-autoritaire !

Il faut combattre l'autoritarisme et la politique de santé défailante de Macron mais nous devons tous·tes être **très vigilant·es face aux réactionnaires, sectaires ou politicien·nes opportunistes qui prêchent par intérêt la confusion.** Ce sont souvent les mêmes qui nous gavaient d'explications simplistes niant l'épidémie ou de discours individualistes et égoïstes voulant laisser crever les vieux et les « faibles » qui surfent aujourd'hui sur le refus ou la méfiance de la vaccination.

En empêchant de débattre sereinement sur une politique sanitaire réellement protectrice de la population et de nos intérêts de classe, **ces discours servent le pouvoir.** Nous savons pourtant que le COVID a bien plus frappé les quartiers populaires et les travailleur·euses en première ligne que les classes aisées. **Le virus est bien là et ne pas l'éradiquer serait dangereux et irresponsable !**

La **vaccination massive semble actuellement une voie collective majeure pour contrôler l'épidémie** avec des effets directs attestés sur la maladie et des effets secondaires relativement faibles. La question de sa généralisation à toute la population, comme d'autres vaccins qui nous ont libéré de maladies du passé, mérite d'être posée, mais démocratiquement, au contraire des choix actuels.

Dans l'immédiat, les services publics de santé et collectivités doivent **réorienter la campagne vaccinale pour qu'elle desserve réellement toutes les populations et territoires** sans exceptions. La barrière du numérique doit être dépassée et la vaccination proposée au plus près des lieux de vie et de travail ce qui n'est pas toujours le cas actuellement. Dans tous les secteurs professionnels, elle doit pouvoir aussi se faire en relation avec la médecine du travail et être facilitée pour les salarié·es (*congé rémunéré public comme privé...*).

Nous considérons que **la vaccination est un « bien commun de l'humanité »** et **refusons par contre qu'elle soit source de profit pour les capitalistes de l'industrie pharmaceutique.** Avec un collectif d'organisations, nous avons milité dès février pour une levée des brevets, une mutualisation des

connaissances ou la réquisition des entreprises pharmaceutiques pour produire en masse les vaccins et les diffuser également dans tous les pays. Il n'y aura pas de contrôle de la pandémie à l'échelle mondiale sans cet accès libéré.

La stratégie vaccinale ne pourra pas tout régler et des mesures non-pharmaceutiques seront inévitables. **La lutte contre la pandémie doit s'accompagner de mesures sociales :** *distribution gratuites de masques, revenus garantis à 100 % en cas d'isolement ou de mise au chômage partiel, réquisitions de logements pour les personnes à la rue ou mal logées, soutien à ceux·celles vivant seul·les.*

Avec la généralisation de la vaccination aux adultes, le système scolaire va devenir encore plus un vecteur principal de contamination, **il faut anticiper la rentrée des classes** pour la sécuriser notamment concernant l'aération des locaux comme tous les autres lieux fermés accueillant du public.

Après 16 mois de pandémie, la situation globale exige un **plan d'urgence pour les hôpitaux** à hauteur des besoins formulés par les soignant·es et une revalorisation de tous leurs personnels, un **investissement massif dans les soins à domicile** et pour les travailleur·euses du secteur.

Ce n'est pas aux travailleur·euses de payer la crise !

La sortie de la pandémie semble toujours incertaine et **ce sont les travailleur·euses qui en subissent le plus les conséquences sociales** : multiplications des plans sociaux et licenciements, remise en cause des droits acquis... Les entreprises et actionnaires ont été perfusés d'argent public qu'il faudrait rembourser dans les prochaines années. Le gouvernement s'en sert déjà pour justifier la poursuite de ses attaques contre le monde du travail : nouvelles restrictions sur l'assurance chômage pour octobre, attaques à venir sur les retraites...

Pour protéger les travailleur·euses de la pandémie comme des effets de la crise économique, nous devons **imposer d'autres choix immédiats** : *maintien des droits pour les chômeur·euses, hausse des minimas sociaux, refus de l'UBERisation, gel des licenciements, réquisition et contrôle ouvrier sur les entreprises en faillite ou subventionnées par l'argent public...*

Une transformation sociale profonde en rupture avec le capitalisme est aussi nécessaire !

Le capitalisme et son développement prédateur sont largement responsables de la pandémie actuelle et des atteintes en cours à notre environnement. Plus que le virus, c'est l'organisation injuste et inégalitaire de nos sociétés et économies qui provoque les effets dévastateurs que nous subissons.

Ne laissons pas les secteurs capitalistes tirer profit de la crise pour encore accentuer leur poids sur nos vies : opposons-leur notre projet de société émancipateur basé sur l'égalité économique et sociale, la démocratie directe, la gestion collective de la production et de sa répartition.

Vive la classe ouvrière, ne comptons que sur nous même ! C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !



CNT-Solidarité Ouvrière

04 rue de la Martinique
75018 Paris

contact@cnt-so.org

www.cnt-so.org

www.facebook.com/cnt.so

Tel : 09 87 53 87 56 ou 06.47.39.72.00

